
BULLETIN SOCIAL

DOCTRINE

LA RELIGION AU MEXIQUE

Si nous n'étions pas hypnotisés par la conflagration européenne, ce qui se passe actuellement au Mexique soulèverait un concert d'indignation par tout l'univers catholique.

Depuis des semaines l'Assemblée Constitutionnelle de ce pays élaborait une charte "de liberté". L'œuvre est maintenant parfaite et, vraiment, telle que la devaient attendre ceux qui suivent un peu ce qui se passe depuis trop longtemps en cette malheureuse contrée ; instrument de tyrannie, exhibition cynique d'une barbarie digne de la tourbe de Carranzistes qui, depuis quatre ans, tient sous une sanglante oppression le peuple mexicain. Cette horde inique chargée déjà de crimes sans nom, vient d'en commettre un nouveau : le vol légalise.

Carranza et ses adeptes protestaient ne vouloir qu'une chose : "l'Eglise libre dans l'Etat libre". Ils parlaient d'or sur la liberté de conscience et la liberté du culte. Et chaque fois qu'un prêtre tombait sous leurs coups assassins, qu'une religieuse était brutalement jetée dans la rue, c'était toujours au nom du "grand principe américain, la séparation de l'Eglise et de l'Etat". Et nombre de politiciens à l'extérieur faisaient profession de les croire.

De temps à autre, une voix, sortie de centres élevés tels que New-York et Washington, protestait de sa confiance en l'idéal élevé et en la sincérité de Carranza.

Eh ! bien, l'une et l'autre qualité du président-bandit se révélaient à la lumière brutale de la nouvelle constitution. Au lieu de cette séparation tant prônée de l'Eglise et de l'Etat, chacun jouissant dans sa sphère d'une autorité indépendante et suprême, c'est tout simplement la mise en esclavage de la première par le second. La propriété religieuse est confisquée encore une fois.

Séminaires, collèges, couvents, asiles, hôpitaux, édifices religieux de toute sorte deviennent propriété de l'Etat.

Une clique sans foi ni morale statuera donc sur le nombre de temples qu'elle jugera convenable d'ouvrir et de fermer, se fera